

La  
**Mise à jour**  
**économique**  
et **financière**



le 3 novembre 2003

Aperçu

Canada 

*Nous pouvons être certains que nous sommes sur la bonne voie financière. Nous avons déjà parcouru beaucoup de chemin. Et cette voie nous conduira plus loin encore à mesure que nous bâtirons un Canada encore meilleur pour tous les Canadiens.*

Le vice-premier ministre et ministre des Finances,  
John Manley  
discours de *La Mise à jour économique et financière*,  
le 3 novembre 2003

## **Faits saillants**

- L'économie canadienne a connu une faible performance pendant la première moitié de 2003 en raison d'une série de chocs économiques sans précédent. La croissance devrait toutefois reprendre durant la deuxième moitié de l'année et en 2004.
- La croissance économique du Canada devrait atteindre en moyenne 1,9 % en 2003 et passer à 3 % en 2004. Ces prévisions sont de beaucoup inférieures à ce que les économistes prévoyaient au moment du budget de février 2003.
- La croissance plus lente que prévu en 2003 et en 2004, jumelée aux nouvelles dépenses annoncées depuis le budget de février 2003, donneront lieu à des excédents budgétaires moindres.
- Selon les économistes du secteur privé, l'appréciation rapide du dollar canadien pose un risque important pour la concrétisation de leurs prévisions.

## **Une économie mondiale plus faible**

La croissance économique à l'échelle mondiale reste déséquilibrée, un certain nombre d'économies européennes demeurant faibles. Au Japon toutefois, plusieurs indices portent à croire que les conditions propices à la croissance s'améliorent.

Aux États-Unis, on observe des signes de reprise vigoureuse. La croissance économique a repris au deuxième trimestre et s'est accélérée pour atteindre un rythme très solide de 7,2 % au troisième trimestre, sous l'effet d'une forte demande des consommateurs et d'investissements substantiels des entreprises.

## **Le Canada fait face à des chocs économiques**

Après une forte croissance en 2001 et en 2002, l'économie canadienne a été frappée par une combinaison particulière de chocs en 2003 :

- L'épidémie de SRAS à Toronto a entraîné une baisse de 15 % du nombre de visiteurs au Canada au deuxième trimestre.
- L'interdiction des exportations de bœuf canadien causée par un cas isolé de maladie de la vache folle s'est soldée au deuxième trimestre par une baisse de production de 10 % dans les secteurs de l'abattage et de la transformation de la viande.
- La panne d'électricité survenue en Ontario a constitué la principale cause de l'importante baisse des exportations réelles et du PIB observée en août.
- La valeur du dollar canadien a augmenté de plus de 20 % depuis le début de 2003. Un dollar plus élevé réduit les bénéfices des exportateurs ainsi que la demande de biens et de services canadiens à l'étranger.

Ces chocs économiques ont provoqué une contraction de l'économie canadienne au deuxième trimestre. Selon les économistes, la croissance a toutefois rebondi à environ 2 % au troisième trimestre, période durant laquelle la panne d'électricité est survenue en Ontario.

Les données sur la création d'emplois font état des défis que doit relever le pays. Dans les neuf premiers mois de l'année, 98 000 emplois ont été créés, comparativement à plus de 500 000 l'an dernier.

## **Perspectives économiques mondiales**

Selon le FMI, les économies des pays industrialisés croîtront de 1,8 % cette année et de 3 % en 2004.

Même si la croissance restera faible dans la zone euro et au Japon l'an prochain, la reprise économique aux États-Unis semble reposer sur une assise solide.

Aux États-Unis, les mesures de stimulation financière et les faibles taux d'intérêt continuent d'appuyer une forte demande des consommateurs.

Jumelée à une rentabilité et à une compétitivité accrues en raison de la dépréciation du dollar américain, cette forte demande stimulera les investissements des entreprises et la création d'emplois. L'économie américaine devrait croître de 2,7 % en 2003 et de 3,9 % en 2004.

## **Perspectives économiques au Canada**

Les économistes du secteur privé consultés par le ministère des Finances croient qu'une croissance accrue aux États-Unis, conjuguée à divers autres facteurs, occasionnera une plus forte croissance économique au pays pour le reste de l'année et en 2004. Ils prévoient une croissance du PIB de 1,9 % en 2003 et de 3 % en 2004.

Ces perspectives sont toutefois assombries par deux risques :

- Le premier concerne la durabilité de la reprise aux États-Unis, qui repose sur une croissance de l'emploi. Sans cette croissance, la demande des consommateurs pourrait faiblir, et les investissements ralentiraient à mesure que les entreprises perdraient confiance dans la durabilité de la reprise.
- Le deuxième touche l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur l'économie. En raison de l'ampleur et de la rapidité de cette appréciation, les économistes croient que son incidence pourrait être plus importante que ce qu'ils avaient prévu.

Pour les quatre années qui suivent 2004, les économistes du secteur privé s'attendent à un rythme de croissance de 3 % en moyenne, soit pratiquement le même que celui prévu en février 2003.

## **Des antécédents budgétaires éloquentes**

### **2002-2003**

En 2002-2003, le gouvernement fédéral a enregistré un excédent budgétaire de 7 milliards de dollars; il s'agissait du sixième excédent budgétaire consécutif. Selon l'OCDE et le FMI, le Canada a été le seul pays du G-7 à afficher un excédent en 2002, lorsque l'on considère l'ensemble des administrations publiques.

Les revenus budgétaires ont été moins élevés que prévu, sous l'effet de la faiblesse de l'économie durant les trois premiers mois de l'année. Cette diminution a été plus que compensée par des dépenses publiques moins élevées que prévu, principalement en raison d'une série de facteurs ponctuels.

La dette fédérale a été réduite de 52,3 milliards de dollars au cours des six dernières années, ce qui représente une économie annuelle de 3 milliards en intérêts, qui pourra être consacrée à d'autres priorités des Canadiens.

Le ratio de la dette au PIB, qui représente une mesure importante de la santé financière, a baissé de près de 25 points de pourcentage depuis le sommet atteint en 1995-1996, pour s'établir à environ 44 %.

## 2003-2004

Malgré les défis occasionnés par les chocs économiques, le gouvernement prévoit enregistrer un budget équilibré pour l'exercice en cours.

L'excédent de 4 milliards de dollars prévu au moment du budget de février est passé à 3,5 milliards en raison de l'incidence d'une économie plus faible que prévu sur les revenus du gouvernement. Par ailleurs, de nouvelles mesures de dépenses totalisant 1,2 milliard ont été annoncées depuis, notamment pour aider les personnes les plus touchées par le SRAS et la maladie de la vache folle. Ces dépenses comprennent aussi des coûts supplémentaires associés aux obligations internationales du Canada, comme son rôle en Afghanistan.

Par conséquent, il reste la somme de 2,3 milliards de dollars dans la réserve pour éventualités, qui avait été établie à 3 milliards de façon à protéger l'objectif d'équilibre budgétaire.

En février 2003, le premier ministre avait convenu de fournir aux provinces et aux territoires, pour les soins de santé, des fonds supplémentaires pouvant atteindre 2 milliards de dollars, dans la mesure où le montant de l'excédent budgétaire pour le présent exercice dépasserait celui de la réserve pour éventualités de 3 milliards. Il est maintenant peu probable que ce niveau sera dépassé.

Malgré cet état de choses, et pour promouvoir l'esprit de collaboration qui est au cœur de l'accord sur la santé, le gouvernement fédéral fournira, au titre des dépenses de santé, un montant pouvant atteindre 2 milliards de dollars, à même tout excédent pour cet exercice, lorsque les chiffres seront finalisés l'automne prochain.

Il s'agit d'une modification stratégique ponctuelle au regard de la réserve pour éventualités. L'engagement d'équilibre budgétaire demeure la pierre angulaire de la planification budgétaire du gouvernement.

### *Prévisions quinquennales*

#### **Moyenne des prévisions du secteur privé**

Après rajustement en fonction des mesures annoncées depuis le budget de 2003, mais avant toute affectation de ressources aux éléments de prudence, la moyenne des prévisions des économistes du secteur privé concernant les excédents budgétaires du gouvernement fédéral pour les cinq prochains exercices est la suivante :

2004-2005 : 3,0 milliards de dollars;

2005-2006 : 3,0 milliards de dollars;

2006-2007 : 4,0 milliards de dollars;

2007-2008 : 6,0 milliards de dollars;

2008-2009 : 9,5 milliards de dollars.

Ces chiffres montrent que le gouvernement fait face à une période d'excédents budgétaires relativement modestes en raison de perspectives économiques moins bonnes.

Ces excédents permettront au gouvernement de mettre de côté chaque année l'habituelle réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars. Toutefois, ils ne sont pas suffisamment élevés pour permettre l'affectation de ressources à la mesure de prudence économique avant 2006-2007.

## Une décennie de progrès

Au début des années 1990, le gouvernement fédéral était aux prises avec d'importantes difficultés économiques et financières.

Le déficit annuel atteignait 38 milliards de dollars en 1993-1994, et le fardeau de la dette du Canada s'était considérablement alourdi par suite de 27 déficits budgétaires consécutifs. En 2003, soit dix ans plus tard, le Canada est l'un des chefs de file du G-7 sur le plan économique et financier.

- Le déficit a été éliminé, la dette fédérale a été réduite de 52,3 milliards de dollars, et le Canada a dépassé les États-Unis et les autres grandes économies mondiales au chapitre de la croissance moyenne au cours des six dernières années.
- L'impôt sur le revenu des particuliers et l'impôt des sociétés sont réduits de plus de 100 milliards de dollars sur cinq ans, ce qui stimule les dépenses de consommation et les investissements, tout en procurant un avantage concurrentiel aux entreprises canadiennes.
- Le gouvernement fédéral consacre des fonds additionnels de 63 milliards de dollars au renforcement du système de soins de santé, compte tenu des accords conclus avec les provinces et les territoires.
- Les résultats affichés par le Canada sur le plan de la création d'emplois sont parmi les meilleurs au monde. Depuis 1993, le pays compte trois millions de travailleurs de plus.
- Le niveau de vie des Canadiens a progressé de 20 % au cours des six dernières années, soit à un rythme plus rapide que dans tout autre pays du G-7.
- Grâce à d'importantes bonifications de la Prestation nationale pour enfants, le nombre d'enfants vivant dans la pauvreté a été sensiblement réduit.

## Bâtir un Canada encore meilleur

Même si la situation financière du Canada demeure parmi les meilleures dans le monde industrialisé, le gouvernement poursuit ses efforts visant à renforcer le cadre économique et financier du pays. Notons :

- l'examen continu de toutes les dépenses non législatives et une réaffectation permanente des dépenses de 1 milliard de dollars;
- l'élaboration d'un nouveau mécanisme d'établissement du taux de cotisation d'assurance-emploi pour 2005 et les années suivantes;
- l'appui à la réforme du système canadien de réglementation des valeurs mobilières;
- des discussions continues avec les provinces et les territoires en vue de renouveler le programme de péréquation et l'accord portant sur la formule de financement des territoires d'ici la fin de mars 2004;
- l'élaboration d'une nouvelle politique sur les fusions dans le secteur financier, qui sera rendue publique en juin 2004.

### Supplément d'information sur *La Mise à jour économique et financière de 2003*

De plus amples renseignements sont diffusés sur Internet à l'adresse [www.fin.gc.ca](http://www.fin.gc.ca)

On peut également obtenir des exemplaires de ce dépliant et de documents connexes auprès du :

Centre de distribution  
Ministère des Finances Canada  
Pièce P-135, tour Ouest  
300, avenue Laurier Ouest  
Ottawa (Ontario) K1A 0G5  
Téléphone : (613) 995-2855  
Télécopieur : (613) 996-0518

*This document is also available in English.*